



La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

Nahel ... et les autres

Nahel avait 17 ans, pas un âge pour mourir. Il a rencontré sur sa route un flic sûr de son droit de tuer, accordé par une loi, celle de janvier 2017 étendant les conditions d'emploi des armes par les policiers. Ce pourrait être un « fait divers » dramatique. Pourtant c'est un événement politique révélateur des fractures de la société française.

En effet, Nahel est le 14^{ème} depuis le 1^{er} janvier 2023 à mourir du racisme policier. En effet, tous ceux qui ont subi les tirs policiers mortels sont les habituels victimes des contrôles au faciès. Cibles désignées par leur naissance et leur lieu de vie, ils n'ont droit à aucune indulgence. Comme le dit le FUIQP (Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires), « *les meurtres des petits frères par la police ça suffit* ».

Cette situation n'est plus supportable et c'est toute la gauche, le mouvement syndical, les associations qui doivent, ensemble, reprendre le mot d'ordre « *pas de paix sans justice* ».

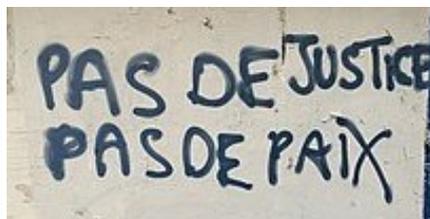
Quartiers populaires : la révolte !

Dès l'annonce de la mort de Nahel, tué de sang froid par un policier, les quartiers populaires se sont dressés. La violence de leur réaction ne peut surprendre que ceux que les réalités de ces quartiers dérangent.

La révolte vient de loin

Cela fait des dizaines d'années que le quotidien des jeunes de banlieue se résume à ces mots : discriminations dans tous les domaines, contrôles au faciès, racisme. Déjà en 2005, après la mort de deux jeunes poursuivis par la police à Clichy, il y eut plusieurs jours de révolte et la répression menée par le Ministre de l'intérieur de l'époque, un autre Darmanin, Nicolas Sarkozy.

Avant cela et depuis, rien n'a été fait pour améliorer la situation. Pire même : il y a eu la loi de janvier 2017, en fin de quinquennat Hollande, une loi qui permet aux policiers de faire usage de leur arme sous prétexte d'une « légitime défense » à la définition de plus en plus floue .



S'unir contre les injustices sociales, le racisme, la répression

Les mobilisations des jeunes auxquelles on a assisté depuis le 27 juin sont à la mesure de leur émotion après le meurtre de Nahel. Elles se tournent contre la police, mais aussi contre divers lieux qui symbolisent selon eux leur situation d'échec dans cette société. S'il y a eu une sympathie de la population, effarée par la mort de Nahel, certaines actions, notamment celles qui s'attaquent à des biens ou à des services publics ou à des personnes et des élu·es risquent d'amener des réactions négatives ; elles permettent à la droite et à l'extrême droite de reprendre l'initiative.

En tout état de cause, il convient de ne pas laisser les jeunes seuls face à la répression. C'est pourquoi il aurait été nécessaire que, très vite, la semaine dernière, la gauche, les syndicats, les associations se mobilisent et montrent dans la rue, massivement, combien beaucoup sont profondément choqués de l'attitude policière à l'égard de la jeunesse, notamment de celle issue de l'immigration.

Une large réaction unitaire s'est tout de même organisée. Le texte commun « Notre pays est en deuil et en colère », dont ENSEMBLE! est cosignataire, appelle à des « *marches citoyennes* » samedi prochain 8 juillet pour « *l'abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre ; une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement ; le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique; la création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police...* » .

Menace néo-fasciste, processus de fascistation : De quoi s'agit-il ?

La montée en puissance de l'extrême-droite est un phénomène international dans un contexte inédit de crise globale et d'absence de projet alternatif.

Cette montée en puissance est corrélée à une prolifération des régimes autoritaires, nationalistes, bellicistes et fascistes.

Depuis que la menace néo-fasciste a été écartée en France en 2002, les grands médias et les forces politiques, gauche comprise, se sont contentées de réduire l'extrême-droite à un vulgaire phénomène populiste... en se gardant bien de rappeler la nature de son projet de société, contribuant ainsi à la banalisation et la dédramatisation du FN/RN en France.

L'argument parfois avancé est que ce rappel ne servirait à rien. On va y revenir.

Au-delà des origines fondatrices du FN, ce projet a à voir avec le fascisme : liberticide et totalitaire, raciste et inégalitaire, sexiste, homophobe, écocide.

S'agit-il d'un projet strictement identique aux fascismes européens des années 20 et 30 ? Non : le contexte sociétal est différent, et du côté des principaux partis de l'extrême-droite (RN et Reconquête), les caractéristiques ont changé. Pas d'encadrement des masses et de milices fascistes dans les rues, un projet économique autrefois autarcique devenu néo-libéral, une pratique du pouvoir -par exemple en Italie ou en Suède- gradualiste liée notamment aux alliances des néo-fascistes avec la droite...

Voilà pourquoi, dans le débat sur ce à quoi nous avons à faire (Fascisme ? Néo-fascisme ? Post-fascisme ?), le terme de néo-fascisme semble le plus pertinent.

On note d'ailleurs que depuis peu ce terme, alors qu'il avait été quasiment oublié, est, avec celui de fascisme, réutilisé à la fois par bon nombre de commentateurs et de responsables politiques -jusqu'à Dupont-Moretti-, et que partout les mobilisations locales contre l'extrême-droite sont, à juste titre, organisées par des collectifs antifascistes.

Quant au terme de menace, l'accession de néo-fascistes au pouvoir dans différents pays européens occidentaux après celle de partis fascistes en Pologne et en Hongrie, le justifie pleinement : en France, un échec de la NUPES -qu'il nous faut absolument éviter- rendrait cette menace plus grande encore.

Suffirait-il de dénoncer le néo-fascisme pour conjurer cette menace ? Non, mais le rappel de la nature de cette menace a un sens : l'identifier et la reconnaître pour ne jamais la banaliser ou la sous-estimer -y compris en renvoyant dos-à-dos Macron et Le Pen comme cer-

tain.es à gauche l'avaient fait en 2022-, et surtout afin de mieux se mobiliser pour la combattre.

Oui, il y a urgence à renouer avec l'antifascisme, tout en mettant à jour nos analyses. Car c'est bien au nom de l'antifascisme que se construisent et se reconstruiront les mobilisations contre l'extrême-droite.



L'antifascisme de notre temps doit aussi intégrer, en plus de cette menace, l'existence d'un processus de fascisation d'une partie importante des médias et du champ politique. La suspicion généralisée vis-à-vis des migrant.es et l'hostilité permanente à leur égard, l'alignement de presque toute la droite -macronienne et républicaine- sur le RN sur les questions migratoires et sécuritaires, la multiplication des violences policières notamment vis-à-vis des personnes racisées -le récent meurtre de Nahel s'inscrit dans une continuité-, les dérapages de certains à gauche sur les migrants ou les sans-papiers comme ceux de Roussel lors de la campagne électorale de 2022, sont des éléments inquiétants et les indices d'un tel processus de fascisation.

Ces éléments complètent à la fois le tableau des politiques néo-libérales et des contre-réformes macroniennes, et celles-ci alimentent à leur tour le ressentiment, faute d'alternative à gauche, dont bénéficie le RN.

Un continuum sur bon nombre de questions existe donc, des droites aux extrêmes-droites.

Mais ce processus de fascisation touche-t-il massivement la société ?

Ce n'est pas le cas, quand on étudie enquêtes et mesures de l'opinion publique qui rappellent l'attachement aux droits et aux libertés, le refus majoritaire du racisme et des discriminations, notamment dans la jeunesse. C'est pour nous un point d'appui majeur pour passer à la contre-offensive.

Ces éléments signifient que la menace néo-fasciste et le processus de fascisation n'ont rien de fatal à l'échelle de la société : on peut s'y opposer, de manière à la fois active, radicale et unitaire.

A condition aussi que, dans le champ politique, la gauche rassemblée soit en mesure de proposer une alternative, de redonner espoir et perspective, notamment dans les quartiers populaires. A la gauche alternative d'y contribuer !

À l'heure d'une crise majeure en Russie

Solidarité avec la résistance ukrainienne et avec les forces démocratiques en Russie et en Biélorussie

À juste titre, l'attention générale était concentrée sur les développements militaires de la contre-offensive ukrainienne pour libérer l'Ukraine. Et, on s'était accoutumés aux explications selon lesquelles les sanctions économiques à l'encontre de la Russie sont sans réelle efficacité, et aussi que la dictature de Poutine est inébranlable du fait de l'étouffement des libertés et d'une opinion publique anesthésiée.

D'où la sidération devant la rébellion d'Evgueni Prigogine. La milice Wagner occupant Rostov et le centre de commandement des armées russes en Ukraine du Sud, et engageant une marche sur Moscou pour « libérer le peuple russe » !

À présent, la négociation menée sous l'œil du Kremlin par Loukachenko, le dictateur biélorusse jusque-là, dans ce conflit, le meilleur allié de Poutine, a mis un terme à l'entreprise putschiste : les miliciens rentrent dans leurs casernes, Prigogine trouverait refuge en Biélorussie avec l'assurance d'être exempté de toute poursuite judiciaire.

N'empêche que cette mauvaise pièce n'est pas une farce. C'est un nouvel épisode, effarant, d'une tragédie. Celle dont est victime, depuis seize longs mois, le peuple ukrainien. Une guerre barbare avec son lot de crimes de guerre et contre l'humanité.

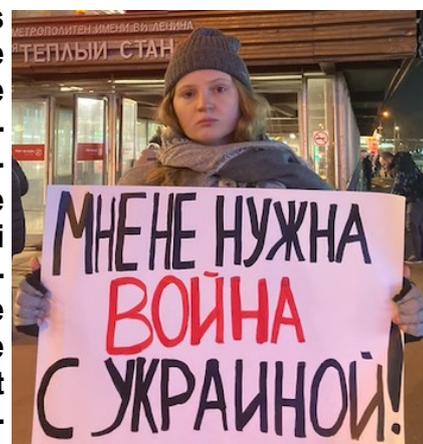
Aujourd'hui, c'est Prigogine, complice de Poutine, son chien de guerre, qui clame que toutes les raisons données par le Kremlin pour justifier cette guerre étaient autant de grossiers mensonges : la nécessité de se porter au secours des minorités russophones d'Ukraine prétendument « menacées de génocide », celle de riposter aux menaces que les États-Unis et l'OTAN seraient censés faire peser sur la Russie, et l'obligation de « dénazifier » l'Ukraine. Bref, cette « opération militaire spéciale », dont il est dit à présent que c'est bien une guerre, qu'elle a été voulue par Poutine, et qu'elle se traduit par un désastre pour l'armée russe et les sommets du Kremlin.

Le régime néo-fasciste de Poutine a trouvé, sur sa droite, une force encore plus radicalement fasciste, mécontente que les armées russes n'aient pas encore réussi à anéantir la nation ukrainienne et son État. La crise à présent ouverte au cœur même du pouvoir russe est grosse de dérapages d'une extrême dangerosité, dont le risque nucléaire.

La situation vaut sévère rappel à l'ordre pour toutes celles et tous ceux qui à gauche se sont montrés peu ou prou réceptifs à la propagande de Poutine, jusqu'à parfois s'en faire les relais.

L'urgence est de renforcer la solidarité avec la résistance ukrainienne, afin que celle-ci assure les conditions permettant de libérer l'Ukraine de l'emprise de l'impérialisme russe et de restaurer sa pleine souveraineté.

Solidarité avec les forces qui en Russie et en Biélorussie s'opposent aux dictatures qui oppriment les peuples de ces deux pays, et qui luttent pour la démocratie. La défaite de l'impérialisme russe face à l'Ukraine est la condition indispensable pour un futur renouveau démocratique en Russie.



Déjà le 21ème cahier des « Brigades éditoriales de Solidarité » en Soutien à l'Ukraine résistante. En libre disposition sur le site des éditions Syllepse.

2 juillet : Forum pour l'alternative à Paris

A l'invitation du collectif *Rejoignons-nous*, dont fait partie le courant Autogestion et Emancipation d'ENSEMBLE !, nous en discussions depuis plusieurs mois avec nos camarades du NPA. Cela a abouti à un Forum d'échanges pour une alternative avec près de 200 personnes. C'est le résultat de réflexions qui parcourent nos organisations. Réflexions sur une situation politique très préoccupante, en décalage total avec les aspirations de la société.

On l'a vécu avec le mouvement social de 6 mois en défense du droit à la retraite. On le vit en ce moment avec la révolte des jeunes dans les quartiers populaires, quotidiennement menacés par une police du désordre, du racisme et de la violence. On l'a vu avec les Soulèvements de la terre, que Macron veut « faire taire », alors qu'ils expriment ce qui est commun entre le monde vivant et l'humanité. On le voit avec la menace d'une extrême-droïtisation de la vie politique, qui fait son beurre de la concurrence des régressions réactionnaires pour abaisser les droits humains.

Il y a donc nécessité d'explorer toutes les initiatives pour réagir à la hauteur des défis.

Le Mouvement ENSEMBLE est aussi partie prenante (avec GDS, Génération.s, Nouvelle Donne, des écologistes), du Collectif de liaison et d'initiative ouvert (CLIO), qui souhaite construire la NUPES comme lieu démocratique « ouvert » avec des assemblées ou « agora » partout. Mais notre mouvement veut également dialoguer avec le NPA, qui connaît des évolutions avec une dé-

marche d'ouverture. Le collectif *Rejoignons-nous* pose la question d'une « nouvelle force politique » anticapitaliste.

ENSEMBLE ! débat aussi de cette nécessité, avec une double approche. D'abord construire avec la NUPES un rapport de force politique national rassemblant une



gauche et une écologie politique ancrée dans les luttes, incarnant un espoir pour des millions de personnes dégoutées par les jeux politiques.

Cet enjeu est majeur face à la menace du RN. Mais nous sommes également prêts à agir dans des campagnes communes avec les forces ou courants politiques qui partagent une volonté de rupture avec le capitalisme et l'économie extractivisme nuisible à la vie.

Tous ensemble nous pouvons faire force commune, participer à redynamiser la NUPES, en surmontant des différences pas si grandes. Le débat est ouvert.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

contact@ensemble-mouvement.com



Mouvement-Ensemble



ENSEMBLE!
MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE